

J'adresse à chacune et chacun d'entre vous, à vos familles et à vos proches mes vœux les meilleurs.

Que cette année 2019 soit une année douce et heureuse, qu'elle vous apporte la santé, le bonheur et la réussite dans vos projets, qu'elle vous apporte tout ce qui fait une vie épanouie.

J'ai bien évidemment une pensée pour celles et ceux qui sont confrontés à la maladie, à la souffrance, pour celles et ceux qui sont dans la peine.

Je vous remercie de votre présence, nombreuse, à cette cérémonie des vœux qui est rythmée par un protocole convenu.

- La mise en images de quelques évènements de l'année écoulée, sachant qu'en une dizaine de minutes, il n'est pas possible de rendre compte de tout ce qui fait la diversité et la richesse de la vie locale
- L'évocation de la situation générale, parce qu'elle influence la vie des territoires et des communes
- Enfin, un petit tour d'horizon de ce qui a été réalisé et de ce qui se profile, pour cette année 2019, en faveur
 - Du développement raisonné de la collectivité
 - De l'amélioration du cadre de vie - naturel ou bâti - afin
 - Qu'il contribue à la qualité de vie
 - Qu'il s'attache à répondre aux exigences de la ville de demain pour en renouveler l'image et renforcer son attractivité

Dans son mot d'accueil, Carole Dubois a évoqué quelques points et enjeux de l'actualité, j'y reviendrai « rapidement ».

L'année 2018 fut particulièrement riche en événements :

- Certains profondément tragiques et douloureux.

Je pense en particulier à Jonathan et Arnaud, morts au feu, victimes d'un danger insoupçonné, des héros dont le souvenir est, à jamais, gravé dans nos cœurs.

Aucune mission n'est anodine comme le rappelle encore le drame survenu hier à Paris.

- D'autres plus joyeux, plus festifs, porteurs d'espoirs, de fraternité et de paix.

J'ai en mémoire

- Les manifestations du cinquantenaire du jumelage, avec ce symbole fort de la plantation du poirier dans les jardins solidaires
- Cet hommage particulier rendu aux soldats indiens, morts loin de chez eux pour que triomphe la liberté.

La commémoration du centenaire de l'armistice de 14-18 qui fut l'occasion de rendre hommage aux millions de victimes - militaires ou civils - d'une guerre fomentée par les nationalismes, une guerre profitable aux partisans d'un système économique et politique qui se nourrit de ses crises.

Cette année 2019 sera celle du 160ème anniversaire de la naissance de **Jean Jaurès**, ce grand orateur et parlementaire socialiste, assassiné à Paris le 31 juillet 1914, parce que pacifiste et farouche opposant au déclenchement de ce qui allait être la 1ère guerre mondiale.

« Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde ».

Cette célèbre tirade reste d'actualité au regard de la progression des autocraties d'extrême droite, au cœur de l'Europe comme en Amérique.

Au Brésil, profitant d'un climat général de défiance vis-à-vis des responsables politiques, un ancien militaire a réussi une ascension spectaculaire.

Les premières décisions de ce nouveau président - ouvertement raciste, misogyne et homophobe - confirment que les partisans des discours populistes, une fois élus, deviennent de fidèles émissaires des affairistes dont le mépris pour les hommes et l'environnement, n'a d'égal que leurs ambitions de profits.

C'est Albert Camus qui disait « *Faites attention, quand la démocratie est malade, le fascisme vient à son chevet, mais ce n'est pas pour prendre des nouvelles* ».

Il y a 10 ans (le 15 / 09 / 2008), la banque Lehman-Brothers, déposait le bilan et prenait le monde par surprise en provoquant une crise économique sans précédent.

Dans un discours prononcé, 10 jours plus tard, Nicolas Sarkozy déclarait :

« *C'est une certaine idée de la mondialisation qui s'achève avec la fin du capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir. L'idée de la toute-puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique, cette idée de la toute-puissance du marché était une idée folle* ».

Qui pouvait ne pas être d'accord avec un tel constat ?

10 ans plus tard, force est de constater que les réponses apportées n'ont pas amélioré les choses, bien au contraire.

Si la promesse de lutter contre le chômage fut, aussi, une constante des campagnes électorales, il faut regretter que faute de réelles ruptures avec les politiques décidées jusqu'alors, la situation économique et sociale n'a fait que se dégrader, favorisant la remise en cause des droits collectifs des salariés.

« *La fracture sociale* » n'a cessé de se creuser. La précarité s'est généralisée, attisant les peurs du déclassement social et de l'exclusion.

Les renoncements aux promesses de changement pour une « vie meilleure » ont conduit à une dilution d'ampleur des partis politiques.

Dans le même temps, la construction d'une véritable alternative aux choix actuels pour **une société plus juste, plus respectueuse de l'humanité et de la nature** est une urgente nécessité.

Cette exigence n'existera pas plus avec les appétences nationalistes qu'avec les ambitions des opportunistes qui retournent leur veste au gré de leurs intérêts. Pour ces gens-là, la loyauté n'a aucune valeur !

Au lendemain de mai 68, Jacques Dutronc, dénonçait, avec talent, ces girouettes, toujours en quête de récupération, à leur profit, des mécontentements populaires.

Ce monde des opportunistes, toujours en sollicitations d'alliés de circonstances, n'est pas le mien.

Je suis ancré aux côtés de celles et ceux qui préfèrent tomber la veste et faire le boulot, en toute simplicité, avec détermination et loyauté, avec le respect qui se doit pour la ville et ses habitants.

Quand les injustices se multiplient, il ne faut pas s'étonner que l'exaspération éclate et s'exprime sous différentes formes.

Nous avons connu « nuit debout » en 2016, aujourd'hui, les « gilets jaunes » ... après être passé par le collectif des « bonnets rouges » (octobre 2013), le mouvement des blouses blanches, celui des robes noires, des stylos rouges, ...

Tous ces mouvements, sociaux ou citoyens, témoignent d'un malaise profond, d'une colère accumulée et enracinée :

- Dans les villes et villages
- Dans les services publics, aujourd'hui en situation de survie, du fait des restrictions budgétaires massives, de milliers de suppressions d'emplois, dans les services hospitaliers, à l'éducation nationale, dans les services de prévention et de sécurité ...

Dans les entreprises ou les services publics, le vrai débat n'est pas entre immobilisme et réforme, mais bien dans la finalité des évolutions à mettre en œuvre.

Les transformations de la sphère publique sont d'abord comptables avant d'être au service des citoyens et des territoires, aggravant de multiples inégalités, décrétant la dépense publique, alors qu'elle est utile.

La colère s'exprime aussi dans les entreprises, face aux remises en cause des droits et acquis, face au blocage des rémunérations ... alors que dans les grands groupes, qui bénéficient de multiples exonérations, les dividendes explosent.

Au travers ces divers mouvements, on retrouve quelques « points communs » comme la contestation globale des institutions actuelles ou le rejet de l'oligarchie politique et économique qui incarne un système

- Qui méprise et fragilise une très grande majorité de la population,
- Qui tourne le dos à une ambition juste, humaniste, émancipatrice, respectueuse des hommes et de l'environnement, une ambition qui donne un sens positif à l'avenir.

La mobilisation de ces derniers mois - d'abord des retraités, en réaction aux augmentations de la CGS, puis celle plus large face à l'envolée des prix des carburants - s'est transformée en mouvement contestataire reprenant des revendications portées, depuis de nombreuses années, par des organisations progressistes, qu'elles soient syndicales ou politiques, en phase avec la vie réelle de la population.

Ces mouvements protestataires, avec les controverses qu'ils véhiculent, se sont construits en dehors de toute forme d'organisation traditionnelle.

Cette réalité pose aujourd'hui la question de leur continuité car **vivre dignement de son travail ou de sa retraite, reste une perpétuelle bataille.**

Gagner la revalorisation des retraites, l'augmentation l'ensemble des grilles de rémunération, ne se fera pas dans la division mais bien dans la cohérence des revendications et des actions, dont la violence doit être bannie, même face à un pouvoir économique et politique :

- Qui ne cesse d'opposer
 - Les actifs aux retraités
 - Les salariés aux privés d'emploi
 - Les droits des uns aux devoirs des autres, tout en détricotant l'ensemble les droits collectifs
- Qui refuse cette nécessité d'une meilleure répartition des richesses
- Qui persiste dans son refus de prendre en compte cette alarmante paupérisation d'une majorité de nos concitoyens alors qu'il est très complaisant sur les allègements consentis aux contribuables les plus fortunés

- Qui ignore cette « smicardisation » de la classe moyenne qui progresse dès lors que l'on rapporte le niveau des rémunérations au temps de travail, à la charge des responsabilités, aux obligations de résultats et autres mobilités imposées

Oui, la cohérence des lois imposant l'austérité salariale et budgétaire a eu pour conséquences la **dégradation des conditions d'existence de millions de personnes** privées de l'égalité d'accès à des services essentiels à la vie quotidienne.

Je ne veux pas en remettre une couche ... mais quand vous êtes « haut fonctionnaire » avec une rémunération à 14.000,00 € bruts par mois, je suis convaincu que vous n'avez pas les mêmes priorités, que vous ne vivez pas de la même façon que nous qui sommes ici présents ... *et pourtant, nous sommes au Palace !!!*

Cette rupture des « élites » ou prétendues telles, avec la vie réelle est dramatique pour les citoyens, dangereuse pour la démocratie.

Force est de constater que la « société civile » n'a pas fait entrer la vraie vie dans les arcanes du pouvoir, plus enclin à protéger les riches qu'à s'occuper des gens, ... qui n'ont pas un « pognon de dingue ».

Lors de ses vœux, le Président de la République a annoncé le lancement d'un grand débat national. Les documents nécessaires à sa tenue seront envoyés dans les communes.

D'ici là, vous avez la possibilité de faire connaître vos revendications sur **un registre de doléances, à votre disposition à l'accueil de la Mairie.**

La refondation incessante des missions de l'Etat fait que les collectivités, locales ou territoriales, sont bousculées par des bouleversements profonds, qui impactent leur gouvernance, leurs compétences et leur fonctionnement.

Oui, les élus sont confrontés à des choix difficiles, parce que les moyens sont moindres alors que les niveaux d'exigence se sont modifiés et renforcés.

En novembre dernier, le thème du congrès des maires était « Servir le citoyen et agir pour la République » avec un « hashtag » :

« **Ma commune, j'y tiens** ».

Ce thème fait écho aux principales préoccupations et revendications des maires et présidents d'intercommunalité confrontés aux exigences de gestion et aux réalités de la vie quotidienne des habitants.

Face au refus gouvernemental d'entendre leurs inquiétudes, les représentants des communes, des départements et des régions ont décidé de se retirer de la conférence nationale des territoires.

Il n'est pas anodin que des élus, dont tous ne sont pas de « *méchants révolutionnaires* », boycottent une conférence, présidée par le 1er ministre, dénonçant **une concertation illusoire et un dialogue tronqué** face à des exigences simples, comme par exemple :

- Le respect effectif du principe constitutionnel de libre administration des collectivités
- L'acceptation du fondement de « qui décide, paie ; qui paie, décide »
- La cessation de tout dénigrement des maires et de l'ensemble des élus locaux au motif que leurs choix ne s'inscrivent pas dans les orientations décidées à l'Elysée ou à Matignon

Cette stigmatisation des élus est d'autant plus intolérable que la cacophonie du pouvoir, sur plusieurs dossiers, est inquiétante.

Chaque ministre veut essayer d'exister, d'exprimer un avis, mais sans apporter de vraies réponses face à de réelles incertitudes, comme par exemple, sur le dispositif de remplacement de la taxe d'habitation.

Avant l'été, les élus devraient savoir comment va s'éteindre la taxe d'habitation et comment elle serait compensée.

Quelle sera la version définitive de ce projet ? Mystère !

Juillet et août, sont - chacun le sait - 2 mois « *d'intenses activités* ».

En septembre, nous serons à 6 mois des échéances municipales de 2020.

6 mois pour bâtir la trame d'un projet municipal, c'est possible ... mais encore faut-il qu'existe :

- Une indiscutable maîtrise des dossiers engagés
- Une réelle connaissance des investissements à programmer pour ne pas interrompre le nécessaire développement de la ville et le déploiement des moyens indispensables aux services

Avoir des prétentions électorales, c'est une chose. Avoir les connaissances et les capacités à faire face aux enjeux et aux responsabilités en est une autre.

Notre ville, même si elle a changé, même si sa population s'est renouvelée, **reste attachante, vivante ... en tout cas pour moi qui y suis né.**

Elle mérite que l'on s'investisse, avec enthousiasme et compétences

- Pour son développement
- Pour que les services proposés à la population, dans ses diversités, soient attractifs et efficaces
- Pour que la qualité de vie, le vivre ensemble, soient les réalités du quotidien pour nos concitoyens.

L'année 2019 respectera cette double exigence de l'action municipale :

- Celle de ces multiples missions du quotidien, qui contribuent à la valorisation du patrimoine, du cadre de vie, à la tranquillité publique, sans oublier la palette des services proposés avec l'objectif de répondre aux besoins et attentes des habitants.
- Celle de la finalisation de projets qui s'inscrivent dans le **développement raisonné et raisonnable de la commune**

Vous le savez, sans doute, du retard a été pris dans l'installation de la vidéosurveillance dans le centre-ville et sur des axes structurants qui le desservent. La pose de ces caméras doit intervenir dès la semaine prochaine.

Pour les hameaux, les procédures seront lancées dans les semaines à venir pour que l'installation de la vidéosurveillance soit achevée avant le terme du 1er semestre.

L'année 2020 nous permettra, si nécessaire, de compléter le dispositif mis en place et de statuer sur l'acquisition de caméras mobiles et autonomes qui viendraient renforcer l'action contre les incivilités.

L'un des objectifs de la vidéo surveillance, c'est de contribuer au **respect de l'espace public** notamment en identifiant les auteurs de ces dépôts sauvages qui polluent régulièrement certains sites, certains quartiers.

Nous savons que si ces agissements sont le fait de quelques-uns, ils portent préjudice à tous. Ils nuisent à l'environnement et discréditent les interventions des services municipaux.

Renforcer la préservation de l'espace public, la tranquillité publique ou la sécurité à proximité des écoles, passera par la création de postes d'Agents de Surveillance de la Voie Publique, par mobilité interne ou par reclassement.

Depuis quelques années, les missions centrées sur la propreté urbaine, qui reste un combat de tous les jours, sur le cadre de vie et l'environnement connaissent des évolutions significatives. Pour les rendre encore plus lisibles et visibles, il est indispensable d'amplifier et de mutualiser les interventions des services concernés.

Sous l'impulsion de l'adjoint à l'environnement, des habitudes se sont modifiées dans les façons d'intervenir tant avec les plantations qui agrémentent le centre-ville que dans les nombreux espaces verts communaux.

Ce travail paye et se remarque puisque pour sa première participation au concours « Fleurir le Pas-de-Calais », la commune a reçu un « **bouquet d'argent** » dans la catégorie des villes de 5.001 à 15.000 habitants.

C'est cette **volonté de préservation et de valorisation de l'environnement** qui fait que depuis 2 ans, une centaine d'arbres ont été plantés, que plus de 600 arbustes champêtres et plans de massif ont été implantés.

Ce qui est envisagé pour 2019, c'est la plantation d'une centaine d'arbres, dont une quarantaine de fruitiers, et de quelques 300 arbustes.

Je n'entre pas dans le détail des sites repérés.

Si vous souhaitez des précisions, allez voir Michel. Il est intarissable sur ce sujet passionnant qui s'inscrit dans cette démarche très volontariste de contribuer à l'amélioration de la biodiversité.

Il a la satisfaction de travailler avec des salariés impliqués, réceptifs à ses demandes et la collaboration avec le Conservatoire Régional des Espaces Naturels a permis de dynamiser le projet.

Faire ou refaire des espaces verts communaux des espaces plus naturels, plus accueillants pour les espèces locales, c'est avec cet objectif que nous sommes intervenus dans le parc Tristram.

Le diaporama vous a montré que ce parc a été reconfiguré pour permettre aux résidents de la M.A.S. d'avoir un agréable lieu de promenade, un lieu où chacun doit se sentir bien ; c'est ça, aussi, la **solidarité et le respect des différences**.

Dans les prochaines semaines, en bordure de la rue des Doves, un espace de jeu pour les jeunes enfants sera implanté. L'intégration paysagère de cet espace ludique facilitera son intégration dans le site.

Parallèlement, les travaux de reconfiguration du centre-ville se poursuivront, avec l'avancée des projets structurants que sont

- La transformation de la friche « Notre Dame » avec le projet de centre administratif qui regroupera l'ensemble des services administratifs de la commune
- L'évolution du secteur de « l'ilot De Lattre », en partenariat avec l'E.P.F. pour donner à cet espace du cœur de ville, le cachet qu'il mérite
- L'aménagement d'une partie de la friche « Mécatel », notamment avec la construction de 35 logements adaptés au handicap, rue Pasteur.

Après avoir été mis sous le coude pendant plusieurs années, le dossier du « pôle d'échange » méritera une attention particulière et un travail concerté avec l'agglomération et le syndicat mixte des transports.

Le prolongement de la ligne « bulle 6 » - qui s'arrête aujourd'hui à Auchel - est acté. Reste à engager les phases opérationnelles à commencer par les études.

La mobilité, pour chacun, est un véritable enjeu pour la vie de nos territoires. C'est aussi un véritable challenge qui peut, à la fois, consolider l'attractivité et renforcer la concurrence.

Dans un environnement économique en perpétuel mouvement, nous avons besoin de cet équilibre entre « vision » sur une perspective de 2 ou 3 ans et « action » pour relayer, au quotidien, tout ce qui contribue au développement des activités de proximité, notamment en centre-ville.

Les réalités économiques et sociales nous obligent à **réfléchir et à agir sur « un projet à 360 degrés »** qui favorise l'attractivité en mixant les questions relatives :

- Aux activités commerciales fragilisées par internet et un pouvoir d'achat en baisse,
- Aux services à la population,
- A l'habitat,
- A la sécurité,
- Aux aménagements de l'espace public quand on sait combien sont cruciales les questions de stationnement.

Depuis plusieurs années, nous sommes engagés sur ces enjeux.

Avec notre intégration dans l'Agglomération, nous avons changé de dimensions - incontestablement d'un point de vue géographique - mais surtout dans l'éventail des compétences, des capacités d'interventions et des solidarités.

Devant vous, je veux souligner cette volonté, d'une majorité des élus de l'agglomération, d'aller de l'avant, d'apporter une **plus-value à l'action des communes**, dans le respect de leurs choix, de leur autonomie.

Aujourd'hui, les questions relatives au développement local, aux mobilités, aux initiatives contre l'habitat dégradé, aux soutiens aux projets avec l'attribution d'aides ou de fonds de concours, ... prennent une ampleur dont nous devons tirer le meilleur pour l'avenir.

A ce stade de mon intervention, je souhaite attirer votre attention sur les nouvelles opportunités qui s'offrent au monde économique compte tenu des dispositifs adoptés par l'Agglomération.

Certains de ces dispositifs, nous avons fait le choix de les abonder par une exonération partielle de la part communale, respectant les engagements du projet municipal en matière de développement pour une ville entreprenante.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent les projets économiques et d'habitat, en cours de finalisation, avenue du Général de Gaulle.

Ces projets sont complémentaires, créateurs de richesses et d'emplois pour la collectivité qui doit se doit d'agir

- Pour se maintenir dans la strate des communes de plus de 10.000 habitants
- Pour en finir avec une évasion commerciale que toutes les études évaluent aux environs de 35%.

Travailler à l'aménagement d'une ville où il fait bon vivre :

- C'est affronter la réalité dans toutes ses composantes
- C'est admettre l'idée que vous êtes au cœur d'un grand chantier en perpétuelles évolutions, un chantier jamais achevé.

Une ville où il fait bon vivre, c'est aussi une ville qui dispose de **services adaptés aux besoins de la population**, sur l'éventail de tous les âges.

De la crèche à la résidence autonomie, en passant par les accueils péris ou extras scolaires, la restauration municipale, les centres de loisirs des petites et grandes vacances, ... la collectivité dispose d'une gamme étendue de services qui vont au-delà de simples missions de service public.

Ils sont de vrais atouts pour l'attractivité de la commune, que l'on choisisse d'habiter en centre-ville ou dans les hameaux, au sein desquels nous souhaitons développer des équipements de plein air, utilisables par les écoles.

Depuis 2015, c'est près de 1.525.000,00 €, dont 537.350,00 € en 2018, qui ont été investis dans les écoles.

Les interventions dans les écoles se poursuivront, car dans la gestion de la **soixantaine de bâtiments communaux**, ce patrimoine que représentent nos 9 écoles publiques mérite une attention toute particulière pour optimiser les conditions d'accueil et d'apprentissage des enfants.

Bien évidemment, sur chacun de ces dossiers nous sollicitons toutes les subventions envisageables. Parfois nous en bénéficions, avec satisfaction,

Parfois un courrier très affable nous met un petit coup de déception, ... mais nous persistons dans nos demandes comme ce sera encore le cas cette année, notamment sur la défense incendie dans les hameaux, avec la création de nouvelles bâches.

Conscients des difficultés d'une grande majorité de la population, nous allons travailler sur **un projet de budget volontariste**, afin de poursuivre nos investissements et de répondre aux sollicitations du quotidien.

Ce budget volontariste, dès lors que nous n'avons pas de mauvaises surprises du côté des recettes, nous l'envisagerons sur la base d'une fiscalité constante.

Je ne m'engage pas, aujourd'hui, sur le fait que les taux communaux n'augmenteront pas, mais bien à tout faire pour que cette hypothèse se concrétise, en ayant recours à un minimum d'emprunt, pour poursuivre notre politique de désendettement.

La configuration ancienne de la commune fait que, dans certaines rues, nous sommes confrontés à la prédominance d'un habitat dégradé.

Cette situation nous a amenés à développer de nouveaux services, de nouvelles activités, parfois expérimentales, comme le permis de louer.

La déclinaison prochaine du Programme Local de l'Habitat, adopté à l'échelle de l'agglomération, les programmes relatifs aux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat ou encore le Fonds de Transition Energétique sont autant d'outils stratégiques ou opérationnels qui confirment la priorité donnée à cette **question cruciale de l'habitat, du « bien vivre chez soi »**.

Vous le constatez, nous avons cette volonté d'aller de l'avant, pour faire de cette année 2019, une année réussie :

- En apportant des réponses appropriées aux nombreuses sollicitations
- En confirmant notre engagement
 - Pour la valorisation et le respect du cadre de vie
 - Pour la tranquillité publique
 - Pour le respect de la dignité de tous
 - Pour combattre les effets de cette pauvreté qui gagne du terrain dans de nombreux territoires, qui vont bien au-delà des quartiers repérés en « politique de la ville ».

A ce titre les missions du centre social sont essentielles dans l'accompagnement, le partage des expériences, des valeurs, dans l'écoute active de la parole donnée et libérée, dans la confiance en l'avenir.

Le respect de chacun, le bien vivre ensemble, sont des valeurs que relayent bon nombre d'associations qui mesurent les efforts fournis, par la municipalité, pour leur mettre à disposition - gracieusement et dans les meilleures conditions - une partie du patrimoine communal.

Dans un contexte difficile pour l'ensemble des élus, je me réjouis des très nombreuses délibérations adoptées à l'unanimité au sein du Conseil Municipal comme au Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Je pense qu'il faut faire partager - et apprécier - cet état d'esprit qui est positif pour la commune.

Au terme de ce propos, je voudrai insister sur l'importance de l'échéance électorale qui se tiendra en mai 2019.

Donnons-nous les moyens d'imposer **d'autres orientations à la politique européenne**, sans tomber dans les pièges tendus par l'extrême droite.

Pour nos enfants ou petits-enfants, n'oublions pas les leçons de l'histoire.

En parlant d'histoire, je veux éviter les « galéjades » ou les « carabistouilles » concernant ma situation.

Dans quelques jours, je dois subir une intervention chirurgicale qui va m'octroyer quelques semaines de convalescence.

Je serai donc moins présent pendant quelques temps.

Rien de plus, rien de moins.

Par respect pour vous, je tenais à vous le dire et anticiper les éventuelles rumeurs.

A vous toutes et à vous tous

A toutes celles et ceux qui vous sont proches

Une excellente santé pour vous permettre de réaliser tous vos projets et de vivre, avec intensité, une bonne année 2019, dans une société plus juste, un monde meilleur où la paix triomphera dans chaque continent.

Merci de votre attention